



Assemblée générale

Distr.
LIMITÉE

A/C.2/47/L.34
12 novembre 1992
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-septième session
DEUXIÈME COMMISSION
Point 12 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Pakistan* : projet de résolution

Incidences de l'application des nouveaux critères d'identification
des pays les moins avancés sur la mise en oeuvre du Programme
d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/206 du 21 décembre 1990, dans laquelle elle a fait siens la Déclaration de Paris et le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés adoptés par la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, sa résolution 46/156 du 19 décembre 1991 sur la mise en oeuvre du Programme d'action, et sa résolution 46/206 du 20 décembre 1991 sur le Rapport du Comité de la planification du développement : critères d'identification des pays les moins avancés,

Réaffirmant les termes du document "Un nouveau partenariat pour le développement : l'Engagement de Cartagène" 1/, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session,

Soulignant à nouveau qu'il faut renforcer la coopération internationale dans le domaine du développement durable afin d'étayer et de compléter les actions des pays les moins avancés,

Prenant acte de la détermination exprimée par les donateurs dans l'Engagement de Cartagène d'honorer les engagements qu'ils avaient pris dans le Programme d'action quant à l'aide publique au développement aux 41 pays figurant sur la liste des pays les moins avancés au moment de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

* Au nom des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77.

1/ TD/364, partie I, sect. A.

Notant que le Conseil du commerce et du développement a procédé, durant la première partie de sa trente-neuvième session, au deuxième examen annuel des progrès de l'application du Programme d'action et a examiné la question des ajustements qu'il y aurait lieu d'apporter aux objectifs et aux niveaux de l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés, compte tenu du fait que six pays avaient été ajoutés à la liste des pays les moins avancés à la suite de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés,

Notant également qu'à cette même session du Conseil du commerce et du développement, les donateurs ont manifesté l'intention d'examiner les effets que l'inscription de nouveaux pays sur la liste des pays les moins avancés avait sur les besoins supplémentaires en ressources de tout le groupe des pays les moins avancés,

1. Réaffirme que le Programme d'action pour les années 90 en faveur des pays les moins avancés doit être appliqué par toutes les parties dans son intégralité, de manière efficace et dans les meilleurs délais;

2. Réaffirme également qu'il faudrait accroître sensiblement le volume global de l'appui extérieur fourni aux pays les moins avancés, compte tenu des pays récemment ajoutés à la liste des pays les moins avancés;

3. Invite le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement à examiner, à sa session de février 1993, l'allocation de chiffres indicatifs de planification aux pays les moins avancés, compte tenu des pays récemment ajoutés à la liste des pays les moins avancés;

4. Se félicite du résultat du deuxième examen annuel des progrès de l'application du Programme d'action auquel le Conseil du commerce et du développement a procédé lors de la première partie de sa trente-neuvième session, et notamment de la décision qu'il a prise : a) d'examiner en profondeur, durant la deuxième partie de sa trente-neuvième session, deux questions particulières, à savoir i) la mobilisation de ressources intérieures et extérieures ainsi que l'état et la gestion de la dette, et ii) l'amélioration des débouchés commerciaux; et b) d'étudier, également durant la deuxième partie de sa trente-neuvième session, la question des ajustements qu'il y aurait lieu d'apporter à l'aide publique au développement, ainsi que l'avait demandé la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement à sa huitième session;

5. Invite les pays les moins avancés et leurs partenaires de développement, notamment les organisations internationales et les institutions financières, à participer comme il convient et de manière efficace à la deuxième partie de la trente-neuvième session du Conseil du commerce et du développement qui doit avoir lieu à Genève du 15 au 26 mars 1993;

6. Prie instamment les donateurs d'envisager de fournir, conformément à sa résolution 46/156 du 19 décembre 1991, les ressources extrabudgétaires voulues pour faciliter la participation des représentants des pays les moins avancés aux futurs examens du Programme d'action qui auront lieu au Conseil du commerce et du développement;

/...

7. Prie le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport sur l'application de la présente résolution, incluant une évaluation des résultats du troisième examen annuel du Programme d'action par le Conseil du commerce et du développement.

/...